

# Enbata

Nafarroaren Eguna

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
22 avril 2010  
n° 2125  
1,30 €



Changeons le syst

**Le nouveau  
Bizi!  
est  
arrivé**





# La relaxe d'Egunkaria

**L**E soulagement à l'énoncé de la décision de relaxe prise par les trois juges de l'Audiencia nacional a été à la mesure de l'angoisse vécue durant sept ans par les cinq inculpés d'*Egunkaria*, leurs proches et tous ceux qui sont attachés à la liberté d'expression dans ce pays.

Le pire était à craindre, tant l'amalgame entre tout ce qui est basque et ETA constitue, depuis des années, le fonds de commerce électoral des deux partis dominants sur la scène politique espagnole. Equation totalement partagée par une opinion publique péninsulaire et européenne qui ne s'embarrasse guère de questionnements devant les atteintes aux libertés individuelles dès lors qu'il s'agit de s'en prendre aux Basques, l'ennemi intérieur.

La grande victoire du PP et du PSOE, servie sur un plateau par la stratégie suicidaire d'ETA, est d'avoir criminalisé dans l'esprit des gens, de Séville à Oslo, tout ce qui touche à l'identité basque, jusqu'à l'utilisation de la langue elle-même. La Cour européenne des droits de l'homme en a pris acte qui, en validant la loi scélérate sur les partis politiques, s'est pour la première fois assise sur la liberté d'expression au nom de la protection des libertés collectives et de la lutte antiterroriste.

Dès lors que toute forme de répression contre le monde basque est légitimée par l'opinion publique, il est difficile de déceler la raison pour laquelle le gouvernement espagnol, en relaxant les responsables d'*Egunkaria*, a décidé de faire une entorse à sa stratégie d'embastillement tous azimuts. D'ailleurs, on l'aura constaté, trois jours à peine après le verdict, Rubalcaba reprenait le fil de sa politique répressive en emprisonnant trois avocats connus pour leur action de défense des prisonniers.

La position du gouvernement de Zapatero dans l'issue du procès *Egunkaria* s'explique sans doute par le souci de ne pas trop

s'aliéner la presse nord-européenne, autrement plus pointilleuse en matière de liberté d'expression que la presse espagnole ou française.

La pseudo économie espagnole basée essentiellement sur la spéculation financière et immobilière est au bord de l'abîme. Avec un chômage à plus de 20%, un déficit budgétaire de plus de 12% du PIB, une reprise qui n'interviendra au mieux que dans deux ou trois ans, la situation péninsulaire est catastrophique. Après la Grèce, et de concert avec le Portugal, l'Espagne devra très bientôt faire appel à la solidarité des pays de l'Europe du Nord, Allemagne en tête, pour se sortir de la situation où l'aveuglement et la corruption l'ont conduite et éviter de passer sous la coupe du FMI.

Il y a quelques semaines, Zapatero a dépêché sa ministre des Finances pour tenter d'amadouer, du reste sans grand succès, les responsables de la presse londonienne qui tirait à boulets rouges sur son irresponsabilité en matière de gouvernance économique. Dès lors, valider à l'aide d'un dossier vide la fermeture d'un journal, fut-il basque, et emprisonner pour de longues années ses responsables, était prendre un gros risque au regard de médias nord-européens dont il espère pour le moins la neutralité lorsque sonnera l'heure d'aller quémander les sous du contribuable allemand ou suédois.

Le réquisitoire du procureur avait laissé entrevoir la relaxe. Dès lors, il ne restait plus qu'aux juges du tribunal d'exception dont l'indépendance à l'égard du pouvoir politique est du même ordre que celle du chien au bout de la laisse de son maître, qu'à s'exécuter. L'impéritie des gouvernants madrilènes, PP et PSOE confondus, en matière économique aura peut-être sauvé les cinq inculpés d'*Egunkaria*.

## Elkartasuna eta justizia, hautu politikoak

**2**008 eta 2009 urtean munduko hainbat Estatuk miliarka euro/dolar erabili dituzte espekulatzailen sustengatzeko eta mundu mailako ekonomiaren erortzea saiesteko. Ondorioz, zor publikoek gailur berri batzu ezagutu dituzte. Gaur egun, ber espekulatzailen horiek dituzte Estatuak miliarka utzi dizkieten likideziak erabiltzen Estatuak berak atakatzeko, bereziki zor publiko haundiaren gatik ahulak bezala kontsideratzen dituztenak. Hau da goraiatzeko den «*kapitalismo moralizatu eta erregulatuaren*» egiazko bisaia.

Horren adibide ezin argiagoa dugu Greziar Estatuarekin gertatzen dena. Europako 27 buruzagiek espekulatzailen galdeei erantzun dute Greziari galdatuz bere defizit publikoaren ttipitzea %4ez urte batez eta ia %9z 3 urtetan. Greziari ekartzen den «*sostengu*» horrek erran nahi du krisiaren ondorioak, hots espekulatzailen gehiegikerien eta aztarna ekologiko ezin jasangarri baten gainean kondatzen duen eredu ekonomikoaren ondorioak, greziar langileer ordaintzera galdegina izanen zailea: beren erretrera joaiteko adina 2 urtez atzeratuz, zerbitzu publikoetako langileen soldaten izoztea, lan postuen murriztea, BEZ (Balio Erantsiaren gaineko Zerga) edo TVAren goititzea, etab. Konduan hartuz Portugal, España, Irlanda, Italia eta Frantziaren defizit publikoak mailak (Greziar estatutik ez dira hain urrun)... asmatzekoa da zer errezetek itxoiten dituzten Estatu horiek.

Kalteak erroetarik tratatzeko ordez (Attac mugimenduak proposatzen duen bezala espekulatzailen kontra arizaitzeko diru

mugimenduen gainean bi mailako tasa/zerga ezarritik: maila ahulekoa (%0,1) egoera normalean, eta maila azkarrekoa (%10tik %50ra) erokeria espekulatio garaietan) munduan zehar hainbat aldiz porrot egin duten errezetek aplikatzera doaz berriz ere.

Erretreten kasua hartzen bada, izan dadin Grezian edo Europako beste herrietan, ez da dudarik beste diruztatzeko iturri batzu badirela: kapitalaren etekinak eta bankoen benefizioak. Jakinez dibidenduen portzentaia barne-produktu gordinean (BPGan edo delako PIBan) etengabe goiti doala, %10etara hurbilduz, dibidendu horien laurdenarekin aski litzateke erretretei lotuak diren behar berriei aurre egiteko. Hor nork erran lezake ez dela zuzen sortzen den aberastasan soldaten eta pentsioen portzentaia haunditzea irabazien partekatzearen bidez. Hots, erretreten kasuan, fintziar irabazien ttipitzearen bidez.

Hor dugu bai hautu politikoak, justizia eta elkartasunaren aldekoa.

Jendarte mailan egoera aldatzeko, lan pedagogiko hori egin beharko da. Mekanismo ezberdinak ulertu eta esplikatuz, bai eta ere «*mediku*» bakoitzaren erremedioen egiazko helbururak ezagutarazi. Zeren, gaur egun poderean direnek ekonomia «*lege naturalek kudeatzen balute*» bezala, eta krisiak «*halabehar*» batzu bezala errexki aurkezten dizkigute.

Ekonomiak jendartearen beharrei erantzuten duela eta hautu politikoaren ondorioa dela beharko da ulertarazi «*erremedio alternatiboak*» aintzinean emanez.



CETTE SEMAINE

## TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

# Conseil du développement du Pays Basque, stagnation ou avancée ?

● Pantxo Bimboire

UN des chantiers significatifs clés du Garapen Kontseilua (GK) est, à mon avis, celui appelé «(A)ménageons le Pays Basque». Rappelons le contexte: en plus de 20 ans de cette gouvernance (attelage: Conseil de développement + Conseil des élus), collectivement (mais, on doit le dire aussi, sans vraiment de pouvoir politico-économique), nous n'avons pas été capable de remédier au défaut pointé depuis l'origine: l'économie «résidentielle (celle du foncier immobilier, des apports des retraites et villégiatures estivales ou de rtt)» prime sur l'économie «productive». Cette situation pesante entraîne inexorablement lparalade vers des dérives malsaines qu'il serait vain d'expliquer ici. Il vient maintenant s'ajouter, à la réflexion stratégique du GK, des concepts à la mode tirés par les élites techniques (type Développement durable, Agenda 21, etc.). Ainsi la question du «*que sera lparalade demain?*» est censée ne pas passer à côté des grands débats du moment. Ce méga chantier est essentiel. Pour ce chantier démarré en août 2009, l'Agence d'urbanisme des Pyrénées-Atlantiques a fait un appel à projet. Après 10 réponses, un jury du GK a sélectionné trois cabinets spécialistes dans la prospective. On attend des missions de ces trois cabinets, un travail en trois temps: les atouts et les risques si le scénario actuel se prolonge, une construction d'un scénario volontariste d'aménagement durable (avec un temps de présentation publique), et un forum de conclusion (qui pourrait nous mener aux alentours de mi-octobre 2010).

### La lente maturation des idées

Cette longue réflexion se veut la plus ouverte possible, et tout public, les thèmes étant délicats, diversifiés, et à multiples conséquences... Il a donc été fait largement appel à la participation des membres du GK. Depuis toujours, mais cela semble s'accélérer, on observe un renouvellement des participants (ce qui est sur le principe une bonne chose, car cela étend la prise de conscience par le territoire), mais il n'est pas certain que le degré de compréhension des problèmes rencontrés soit le même pour tous. Pour l'anecdote, dans des travaux en groupe, il m'a été donné de me rendre compte, par exemple, sur la douloureuse question des transports collectifs, des dialogues quelquefois surréalistes entre participants (concernant, par exemple, la voie affectée aux autobus à Bayonne). Sans doute est-ce le prix à payer pour une démarche participative? J'ai en mémoire, de même, lors du choix des axes de travail des schémas «recopiés» d'autres régions: le respect de la biodiversité en lparalade a-t-il vraiment la même importance que le partage raisonné du foncier? La problématique environnementale de l'eau doit-elle servir de prétexte à la disparition de la micro-centrale (économie/initiative de montage, décentralisation énergétique, diminution effet joule)? Y a-t-il (comme dans les grandes banlieues parisiennes) un gros problème de diversité sociale? Attention à l'application de schémas tout fait...

Dans le GK, comme habituellement dans ce type de structure, le poids des techniciens prend quelquefois le pas sur celui de la population (il est vrai très difficile à faire avancer et réagir sur des sujets très techniques). Cela a pour conséquences néfastes par exemple: une



formalisation excessive des concepts et un «verbiage» technique, pas toujours clair ni compréhensible, des heures de réunion en pleine journée (donc excluant les amateurs et renforçant les professionnels), des ponts avec les expériences d'autres territoires pas toujours adaptés (on l'a vu plus haut). Ces défauts devront être corrigés, si on veut que «*la sauce prenne*» (adhésion de la population indispensable in fine)...

### Un objectif quelquefois pas très clair

Ces travaux se terminent par un forum de conclusion. Pourtant, il avait été évoqué une conclusion beaucoup plus volontariste et réactive pour tous les acteurs: la rédaction officielle de la fameuse Charte (document qui suggérerait des règles pouvant servir de bonne gouvernance dans les arbitrages des différents organes de représentativité au Pays Basque: municipalité, communauté de communes, etc.). Cette Charte se devrait d'être co-signée par le Conseil des élus...

Il me paraît très utile de garder ou de réactiver cet objectif ambitieux. Il a été par ailleurs cité abondamment dans les synthèses des travaux de chacun des trois groupes du 31 mars. Il serait sans doute, aussi, encore plus utile de poursuivre dans cette voie, en se donnant des indicateurs de réussite. J'en avais très naïvement proposé certains au Président sur «*mes marronniers*» favoris: par exemple l'un d'entre eux qui mesurait l'évolution annuelle des affectations des surfaces à l'agricole, à l'économie productive et à l'habitat mi-concentré (deux à trois hauteurs), l'Agence d'urbanisme étant partie prenante du dossier, la mesure serait aisée.

Pourtant, même s'il y a une Charte rédigée et même, pourquoi ne pas rêver, indicateurs de réussite, quel relais sera mis en place avec les élus. Il n'y a pas de structure de gouvernance du territoire Pays Basque. Laisserons-nous ces grandes idées et orientations entre les mains des «*grands maires*» ou de la Cabab ou du conseil général ou d'ailleurs. Quelle instance pourra s'opposer à une décision municipale qui ne soit pas dans l'esprit de la Charte?

Cette absence de pouvoir doit-elle nous condamner à l'immobilisme, bien sûr que non. Ce qui est fait, n'est plus à faire et les sphères des élites d'AB seraient fort bien venues de se pencher sur cette question ô combien structurante et ô combien décisive pour lparalade: quel lparalade veut-on et quels défauts doivent être absolument corrigés pour infléchir la tendance lourde (type Provence-Côte d'Azur)... Il y a la place pour nous dans la réflexion du GK et nous avons des idées fortes à faire passer et des chemins à faire avec les bonnes volontés!

●●● que face à l'immensité de la dette publique et secoué par les régionales, le gouvernement Fillon pense s'attaquer aux 468 niches fiscales qui représentent 74,788 milliards d'euros de manque à gagner pour l'Etat, somme nettement supérieure aux 51,8 milliards de l'impôt sur le revenu des particuliers. Dans sa niche Sarko aboie...

●●● que la Chine ait refusé que Bob Dylan donne une série de concerts dans l'Empire du milieu. Le productivisme chinois veut bien d'un américain capotoclassique mais pas d'un poète rebelle et débridé.

●●● que les fumerolles s'échappant du sympathique volcan islandais Eyjafjöll perturbe l'ensemble du trafic aérien européen. En voilà un mal élevé qui contrairement au nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté aux frontières.

●●● de l'enfumage du préfet des Pyrénées-Atlantiques dressant le bilan de la délinquance pour le 1<sup>er</sup> trimestre dans son département. Pour 4,24% de baisse des infractions, il y a 11,02% d'augmentation des gardes à vues. Cherchez l'erreur...

●●● pas tant que ça de la comparution de Charles Pasqua devant la Cour de justice de la République pour plusieurs délits dont «*complicité d'abus de biens sociaux*» et «*corruption passive par une personne dépositaire de l'autorité publique*». Pour en arriver là, Pasqua n'a pas fait que rrouler les «*r*»...

●●● et réjouit que les ennus judiciaires de Baltazar Garzón, pour avoir fourré son nez dans les crimes franquistes, aient suscité des plaintes pour crimes contre l'humanité commis par le Caudillo venant de victimes de la guerre civile espagnole, réfugiés en Argentine. L'ancienne colonie rappelle sa métropole au «*savoir-vivre*».

# Nous devons réduire et redistribuer le gâteau, mais également en changer la recette !

*Le mouvement altermondialiste d'Iparralde Bizi! vient de tenir un congrès pendant quatre jours d'affilée à Bera, en Pays Basque Sud. Ce week-end laborieux venait couronner un processus de débat interne et de définition qui aura duré plus de trois mois. Ayant connu une importante croissance de son nombre de militants et d'adhérents (passés en quelques mois à peine d'une vingtaine à 116 aujourd'hui), Bizi! avait ressenti le besoin de redéfinir ses bases en permettant à tous les nouveaux arrivants de participer pleinement à ce travail de réécriture (voir Alda du 1<sup>er</sup> avril dernier). L'heure est désormais plus à l'action et à la mobilisation, avec en outre un appel à un «Cortège festif et combatif» dans la traditionnelle manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Bayonne.*

**ENBATA: Quatre jours de congrès pour un mouvement à peine naissant, Bizi! n'en fait-il pas un peu trop?**

**Bizi!:** C'est vrai que ce fut quelque chose d'intense, d'autant plus que nous avons entièrement consacré ces quatre journées à un gros travail collectif de réflexion et de définition sur des thèmes parfois particu-

lièrement ingrats et pouvant apparaître rébarbatifs comme le fonctionnement et les statuts. Mais c'était nécessaire car nous avons l'ambition de peser réellement sur le cours des choses, de participer à la transformation de cette société, et pour cela, il faut s'en donner les moyens.

De l'avis de tous, ça a été une expérience formatrice. Et c'est pour nous un acquis important.

**Enb.: En quoi consiste cet acquis?**

**Bizi!:** Tout d'abord, nous avons validé un certain nombre d'axes de travail et défini une méthodologie pour les décliner. Nos chantiers prioritaires sont dans l'immédiat: les alternatives au tout voiture en ville, les questions liées au travail et particulièrement au temps de travail, la consommation responsable et enfin la finance responsable. Nous poursuivons bien sûr notre engagement dans la mobilisation internationale pour arracher un accord juste, ambitieux et contraignant contre le réchauffement climatique, à travers la confirmation de notre participation à la plateforme Urgence Climatique Justice Sociale et à la coalition internationale Climate Justice Now.

Et puis, nous nous sommes dotés de statuts assez détaillés qui visent à permettre un fonctionnement à la fois démocratique et efficace, permettant une perspective de mouvement large et intégrateur, et créant à tous les niveaux des paliers de participation, de responsabilisation. Il y a aujourd'hui une dizaine de commissions de travail à l'œuvre dans Bizi! (soit autour des différents axes de travail, soit autour de questions transversales comme la communication ou la formation). Enfin, la nouveauté est la possibilité définie dans les nouveaux statuts de créer des groupes locaux de Bizi!

**Enb.: Vous avez réécrit la Charte du mouvement, sur quoi ont porté les discussions?**

**Bizi!:** Dans ce processus de débat interne qui a duré trois mois et auquel ont participé 61 membres de Bizi! (22 militant(e)s ont composé le Congrès qui a finalisé ce processus), un certain nombre de débats sont revenus régulièrement. Par exemple, le rapport de Bizi! à la question basque, comment garantir au mieux l'indépendance politique d'un mouvement social comme Bizi!, les notions de pouvoir d'achat, de décroissance, la manière de concilier la lutte contre la pauvreté et pour l'égalité, et dans le même temps l'impératif de réduire l'empreinte écologique que nous avons sur la terre.

Avec le mode de vie tel que nous le connaissons actuellement en Pays Basque, nous «*consomons*» trois planètes Terre, et ce n'est pas pour autant que nous réglons les problèmes d'exclusion sociale, de pauvreté, d'inégalité et d'injustice. Ce n'est tout bonnement pas accep-



Bizi! studieux

IÑIGO ZUBELDIA, RESPONSABLE DU SECTEUR DES SERVICES DU SYNDICAT ELA ET MARISA, DÉLÉGUÉE D'ELA À SABECO

## L'art de résister, pour gagner !

Près de 500 jours de grève ont permis à 52 salarié(e)s de Sabeco Errenteria d'obtenir gain de cause sur toutes leurs revendications



Après 500 jours de grève, les salariées de Sabeco Errenteria annoncent qu'elles ont eu "gain de cause" !

**Faire grève durant 500 jours dans une filiale de multinationale en temps de crise**

**ce n'est pas une mince affaire.**

**En sortir renforcé, avec la satisfaction de la plupart de ses revendications, relève de la gageure.**

**Alda! a rencontré Iñigo et Marisa respectivement responsable et déléguée, du Syndicat ELA qui ont organisé cette résistance victorieuse durant 500 jours.**

**Pouvez-vous nous présenter Sabeco ?**

**Iñigo :** Sabeco est un supermarché, filiale de multinationale de la grande distribution (le Groupe Auchan) qui s'est installé en 2005 à Errenteria en appliquant des conditions

salariales qui correspondaient à ceux du reste de l'Etat espagnol et donc bien moins favorables que les conditions «*provinciales*» en vigueur dans les autres supermarchés de Gipuzkoa. En fait ces conditions pénalisaient les 52 salarié(e)s de Sabeco Errenteria : salaire plus faible, nombre d'heures annuel plus élevé, précarité au niveau des prises en charge des arrêts maladies, etc.

**Quel est l'effet de la crise sur ce tableau déjà assez noir ?**

**I :** La crise actuelle correspond à une crise des bénéfiques liés à la spéculation ! Dans les faits, les salarié(e)s (surtout ceux/celles de Sabeco) vivent dans un état de crise permanent.

Le travail syndical (appuyé par nos compatriotes et juristes) nous permet de voir que

les entreprises indépendamment de ce que disent les actionnaires ont les moyens de satisfaire les revendications des salariés.

Dans le cas de Sabeco, nous avons étudié la facturation (journalière, hebdomadaire et mensuelle) et nous avons évalué les coûts de fonctionnement et de la structure. Il est clair que les marges disponibles pour satisfaire les revendications salariales étaient et sont présentes malgré «*leur crise*».

**En plus de "leur crise", vous avez-dû faire face à leur politique salariale...**

**I :** Sabeco faisant partie d'une multinationale française pratiquant les plus bas salaires dans le milieu de la distribution et s'engageant à offrir les intérêts sur les bénéfiques... pour la retraite, tout en appliquant la →

politique sur toute la péninsule... C'est toute une culture d'entreprise que nous avons dû combattre. Sachant que le groupe n'avait qu'un seul Supermarché en Gipuzkoa, celui d'Errenteria.

### Comment le syndicat ELA s'y est pris, pour organiser la résistance ?

I.: De 2005 à 2006, le syndicat a aidé les salarié(e)s à faire l'état des lieux, identifier et comprendre les différences par rapport aux salarié(e)s du même secteur en Gipuzkoa, à préciser les différentes injustices. Dès 2006, ELA avait la majorité au niveau des représentants de l'entreprise (3 délégués sur 5, LAB en ayant 1, et UGT 1). En 2007 a démarré la campagne pour revendiquer un accord salarial qui respectait les minima dont bénéficiaient les salariés du commerce d'Errenteria et de Gipuzkoa. La direction du Supermarché Sabeco n'a rien voulu entendre en se contentant de l'accord signé à Madrid au niveau de la Péninsule (salaires inférieurs de 25%, et +50 heures de travail annuel). Cela a débouché sur 3 jours de grèves, en juillet, convoqués par ELA et LAB pour demander une amélioration des conditions de travail considérées comme «*misérables*».

### Comment a réagi la direction ?

I.: Il faut souligner que les salarié(e) avaient fait un énorme travail de socialisation de leur revendication (conférence de presse, affichage, distribution de tracts dans la rue et les boîtes aux lettres, etc.). Ainsi, la population a bien compris les raisons pour lesquelles cette grève était convoquée.

De son côté, la direction de Sabeco, habituée à ne jamais avoir ses décisions contestées, a dès le début de l'été décidé de mettre en avant de façon exagérée le risque de fermeture du magasin, en disant que le syndicat mentait sur les marges et que des faillites avaient déjà suivi des mouvements de grève...

Très vite il est apparu que ce conflit était stratégique pour l'entreprise. Pour Sabeco, tout changement à Errenteria aurait eu un effet domino dans les autres supermarchés que la multinationale a en Araba et en Navarre.

### Quelle suite a été donnée à ce contre-feu ?

I.: Dès septembre 2008 l'assemblée des salarié(e)s de Sabeco a décidé de commencer une grève indéfinie pour les mêmes revendications à partir du 13 octobre 2008. C'est que l'ensemble des 52 salarié(e)s a pris conscience (indépendamment de leur cheminement) que les informations collectées, travaillées, discutées avec le syndicat tenaient la route. Ce n'était pas le cas de rumeurs qu'essayaient de disséminer la direction. D'autre part, il leur est paru évident qu'aucun cadeau n'allait être effectué de la part de la direction et que les menaces à leur encontre (fermeture de magasin, etc.) ne représentaient pas un risque réel compte tenu de la réelle précarité de leurs conditions de travail (bien en dessous des autres entreprises du même secteur à Errenteria et en Gipuzkoa).

### Faire une grève illimitée a été un choix très difficile...

I.: Il est vrai que beaucoup de salarié(e)s en plus de travailler dans des conditions précaires, étaient en train de rembourser leurs hypothèques...

Mais c'est l'unité, la solidarité des salarié(e)s (aidées par la Caisse de Résistance d'ELA (qui compense une partie des salaires perdus par les grévistes)) qui a montré qu'un travail syndical revendicatif, militant et organisé est la clé pour obtenir des améliorations au niveau des conditions de travail.

D'autre part, pour socialiser la situation, tous les vendredi à midi les salarié(e)s se mobilisaient. Quand nous sommes arrivés aux fêtes de Noël 2008, il nous est paru clair que ça allait durer... d'autant plus que les seules nouvelles de la direction de Sabeco nous sont arrivées qu'en juillet 2009. Et c'était une proposition consistait à vendre le supermarché à Eroski (ce qui ne garantissait pas d'amélioration fondamentales et exposait les salarié(e)s à être sujettes à des délocalisation en Gipuzkoa). Jusqu'à fin 2009, nous sommes restés sur la même stratégie (grève illimitée). Quand il est apparu que l'achat par Eroski n'aboutirait pas, nous avons décidé de changer le mode opératoire.

Ainsi, en février 2010, devant l'insensibilité du groupe Auchan, nous avons décidé de faire grève par intermittence (15 jours de grève, 15 jours d'activité, 15 jours de grève, etc.). Cela avait pour conséquence automatique de mobiliser la direction de l'entreprise, de la maintenir sur le qui vive. Dès ce changement stratégique, tout a basculé...

### La patience, la solidarité, l'organisation et l'originalité ont payé...

I.: En effet, après 16 mois de grève les travailleuses ont obtenu un accord le 16 février 2010 pour qu'enfin leurs conditions de travail soient conformes à ceux du secteur alimentaire en Gipuzkoa. C'est un accord qui restera en vigueur les 4 prochaines années et qui entraîne entre autre une augmentation salariale, une baisse de 53 heures sur la charge horaire annuelle. En fait, toutes les revendications du Comité d'Entreprise de Sabeco Errenteria ont été retenues.

### Quelles conséquences en tirez-vous pour l'avenir ?

I.: L'image de la multinationale Auchan-Sabeco a été sérieusement égratignée. Le message qui restera clair c'est qu'on ne peut pas faire fi des minima salariaux du Pays Basque si on veut «*y faire des affaires*» ! Et ce message, c'est la mobilisation syndicale qui l'a fait passer !

D'autre part, cette lutte exemplaire montre que la méthode de travail que nous avons fixé à ELA pour atteindre nos objectifs fonctionne. En effet, un certain type de syndicalisme se contente de constater, faire des rapports sur ce qui se passe, mais sans agir pour changer la donne. A ELA nous avons l'occasion dans nos luttes au quotidien de voir les avantages de mettre toute notre structure en marche pour changer la réalité. C'est dur, l'ennemi est coriace, mais l'exemple de Sabeco montre que cela vaut la peine !



Marisa, déléguée d'ELA

### Quel a été le moment le plus dur des 500 jours de grève à Sabeco ?

Déléguée d'ELA à Sabeco, c'est le démarrage de la grève (faire les assemblées, conscientiser les gens, faire et les travailleurs de Sabeco qu'un autre avenir était possible au niveau des conditions de tra-

vail et que pour cela il fallait lutter, se battre...) et bien sûr sa durée qui ont été durs.

### Pour compenser, quels ont été les meilleurs moments ?

Le jour où on a su qu'il y aurait une proposition de la part de Sabeco pour en finir avec le conflit salarial ! La visite de Sabeco à Zaragoza ainsi que l'appui en général de tous les compagnons d'ELA.

### Quel enseignement tirez-vous pour l'avenir ?

Notre lutte nous a permis de retourner au travail avec des conditions dignes. L'union

a fait la force ! Mais pour cela il faut croire en ce qu'on fait, dans la justice du travail. Et ce que les salariées de Sabeco nous demandions, était juste : avoir les mêmes conditions que le commerce de Gipuzkoa. L'important a été de socialiser ce thème, le sortir à la rue, faire adhérer un maximum de collègues au syndicat, s'unir et ne pas céder au premier coup reçu. Nous avons d'ailleurs utilisé la formule suivante pour résister : «*des tours plus élevées se sont déjà effondrées*»



## Herria, lurra eta hizkuntza

Samatsa

Azken egunetan, hitz larriak entzun dira frantses komunikazio ahalmen nagusietan; aipatua zen frantses hizkuntzaren egoera Belgika estadoko flandriar eremuan. Frantsesek eta Belgikan bizi diren wallon batzuek diote frantsesa zapaldua dela Flandrian. Adibide gisa, aipatzen zen gazte batek bizi ukan duen gertakari bat. Wallon bat zen eta «*Bruxelles/Brussele*»-etik hurbil kokatzen den nagusiki flandriar den herri batean nahi zuen etxe bat alokatu. Bere iduriko, errespetatu behar ziren baldintza guziki betetzen zituen bainan azken mementoan ez diote baimena utzi etxea erosteko. Gazte honek uste zuen gertakari hau hizkuntz diskriminazio bat zela udalaren eza esplikatzeko. Egia da iturri ainitzen araberan, flandriar herri batzuek kode berezi bat idatzi dutela, nun erabaki dute etxebizitza sozial bat alokatzeko behar dela flandesera jakin edo bederen ikasteko nahia erakutsi behar dela. Hori baldin bada, segur da euskaldun gisa, guk ere salatzen dugula, pairatzen baititugu holaka egoerak egun guziz eta badakigu ez dela hizkuntz bat inposatzen kode edo lege baten bidez.

Aldiz, galdera ez da frantses kazetariarik simple nahi luketen bezala, jakina Belgikako egoera linguistikoa korapilatsua dela eta historiak duela flandriarren iritziaren parte bat esplikatzen.

Harritu nauena beste zerbait da, frantses irrati batean erreportai bat entzunerakoan, hala zer erraiten zuen frantses unibertsal batek. Ez dela gaur egungo Europar hizkuntz bat lotzen ahal lurralde bati. Gaur egun, hizkuntz aniztasuna behar zela errespetatu eta gauzatu Europar Batasunaren toki guzietan, eta abar, eta abar, ...!!!!!!

Ze tupeta!! Zer uste dute? Zernahi erraiten ahal dela gai horri buruz gaur egun? Frantses estadao azkenetan da hizkuntz dretxoer buruz eta oraindik ausartzen dira prediku batzu egitea.

Beldurgarria bilakatzen da frantses unibertsalismo hertsia.

Berri zinez txarra guttitiuak diren hizkuntz guzientzat, ikusten baita frantsesek bizi beharko dutela beste iraultza bat beren ikusmoldea kanbiantzeko.

Anartean, gure egoera jasanen dugu, gohaintzi ttipi bat luzatuz Flandrian ditugun laguner!

□

## ISABELLE FARBOS

Docteur en Génétique et Biologie moléculaire



# Environnement et santé (1/2)

Le constat est unanime pour affirmer que nous devons changer notre façon de vivre

**Isabelle Farbos, de l'association Habitat Santé Environnement (HSEN) nous présente ici le lien entre développement, santé et environnement.**

**Dans un prochain numéro, *Alda!* présentera l'association HSEN.**

Aujourd'hui, les facteurs de détérioration environnementaux et sanitaires sont nombreux : les molécules chimiques ont envahi tous les compartiments environnementaux, nappes phréatiques et cours d'eau, atmosphère, sols, jusqu'aux plus reculés comme les océans, les zones arctiques ou les sommets alpins mais aussi le corps humain (sang, organes, tissu adipeux...).

Au niveau environnemental, la présence de produits chimiques contribue à l'effondrement de la biodiversité, et à une pollution accrue de l'air, du sol, des ressources en eau douce ce qui constitue une grave menace pour notre développement.

### Prendre des mesures décisives

Il faut prendre d'urgence des mesures décisives pour conserver et maintenir les espèces, les écosystèmes, les ressources et la diversité génétique.

En 2004, des analyses de sang révèlent la contamination du corps humain par des molécules chimiques qui sont susceptibles d'exercer des effets toxiques à long terme (cancers, mutation cellulaire, malformation du fœtus, troubles de la reproduction, perturbations hormonales, allergies...).

### Changer notre façon de vivre

En plus de ces effets directs, certaines molécules chimiques peuvent également subir des dégradations chimiques ou photochimiques et participer ainsi au mécanisme réactionnel atmosphérique en produisant des aérosols et des polluants secondaires tel que l'ozone.

Le constat est unanime pour affirmer que nous devons changer notre façon de vivre, ce qui représente une source de

défis majeurs au maintien et à l'amélioration de la santé et du bien être des gens de partout dans le monde.

### Facteurs environnementaux et déterminants de la santé

Pour cela, il est nécessaire de comprendre les voies complexes par lesquelles ces facteurs environnementaux peuvent influencer sur bon nombre de déterminants de la santé humaine et des écosystèmes.

Face à la situation, il faut se poser des questions avant d'imaginer toute action.

- ✓ Comment peut-on contribuer concrètement à la préservation des écosystèmes et de la biodiversité ?
- ✓ Qu'est-ce qu'une bonne herbe et une mauvaise herbe ?
- ✓ Désherber ou ne pas désherber ?
- ✓ Comment nettoyer sans polluer l'air intérieur des locaux ?
- ✓ Comment aménager la ville tout en préservant la qualité de l'eau ?

### Trop de mauvaises habitudes

Trop de mauvaises habitudes font de nous des pollueurs. Il s'agit alors d'apprendre l'art et la manière de bien désherber, de bien concevoir les espaces urbains pour ne pas recourir aux herbicides, de bien nettoyer comme il faut et où il faut pour que l'incidence sur la santé et l'environnement soit la moindre.

### Les dimensions sanitaires, sociales, économiques et environnementales

Les actions conduites par l'association intègrent ainsi les dimensions sanitaires (diminution de l'impact négatif des produits nocifs), sociales (amélioration du cadre de vie...), économiques (création d'emploi, dynamisation de l'économie locale, du tourisme vert) et environnementales (réduction des rejets chimiques et de la pollution, diminution des risques écologiques, préservation de la biodiversité, diminution des émissions de gaz à effet de serre...).

□

# Bilkuren autoebaluazioa egiteko

Hamasei galdera lagungarri, norberak bilkuren balioa errez estimatzeko

Militante orok, noiz nahi eta edonon, edozoin motako bilkuretan parte hartzeko parada badu.

Hara hemen, 16 galderen bidez, nola estimatzen ahal duen bilkuren kalitatea.

- 1/ Behar bezala egin dira bilkuraren prestakizunak?
- 2/ Zegokion orduan hasi da?
- 3/ Bilkuran ziren guziek parte hartu dute?
- 4/ Ongi prestatua ziren galderak eta gaiak?
- 5/ Behartutakoa izan da eztabaida?



*"Funtsezkoak dira bilkurak, kolektiboak eraikitzeko, haietan, besteak beste, planifikatzen, erabakitzen, informatzen, iritzi emaiten, aztertzen eta ardurak banatzen baitira."*

- 6/ Besteen ideiak errespetatu dira?
- 7/ Behar izan denean bakarrik erabili dira ideia-errepikapenak?

- 8/ Bileraren kontrola gure esku izan dugu beti?
- 9/ Laburpenak egin ditugu, ideia nagusiak finkatzearen?
- 10/ Arbelak, errotafolioak,... erabili ditugu?
- 11/ Bilera osoan eutsi diogu arretari?
- 12/ Laburpena egin dugu bukaeran?
- 13/ Aintzin ikusia zen tenorean bukatu da?
- 14/ Bilkuraren helburuak bete dira?
- 15/ Jendeak argi ikusten du zer erabaki hartu diren?
- 16/ Bete egin dira hartutako konpromisoak?



## L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

### SAMEDI 1<sup>ER</sup> MAI A BAYONNE

Cortège festif et combatif de Bizi!

Le mouvement Bizi! participera à la traditionnelle manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Bayonne.



Bizi! y constituera un cortège festif et combatif contre le «Travailler plus pour gagner plus». Son objectif sera de porter haut et fort l'urgence écologique et sociale d'un partage radical du travail et des richesses produites.

Rendez-vous, à tous(tes) ceux qui veulent inscrire ces revendications-là au cen-

tre du débat et des luttes sociales, au bout du Pont Saint-Esprit, côté gare.

Le cortège sera particulièrement animé et coloré.

Un repas (10€ par personne) et une fête populaire seront organisés rue des Cordeliers au Petit Bayonne, juste après la manif.



Suivi d'un repas + fête populaire  
rue des Cordeliers - Petit Bayonne

INSCRIPTIONS POUR LE REPAS (10€) :  
05 59 25 65 52 OU BIZIMUCL@ORANGE.FR  
+ D'INFOS : WWW.BIZIMUCL.ORG



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



**“Le rapport de Bizi! à la question basque, comment garantir au mieux l’indépendance politique d’un mouvement social comme Bizi!”**

**“Nous devons réduire et redistribuer le gâteau, mais également en changer la recette.”**

**“Au-delà de “prendre notre part” à la dynamique globale, nous croyons qu’un Bizi! nombreux, bien organisé et bien décidé peut également changer concrètement des choses localement, même quand les enjeux globaux s’avèrent hors de notre portée.”**

**“Nous ne devons pas perdre notre vie à la gagner. Nous voulons le respect des limites naturelles de la planète dans la justice et l’équité.”**

table de continuer comme ça. Les deux «*planètes en trop*» que nous consommons, c'est au détriment des pays du sud et surtout des générations à venir — à commencer par celle de nos enfants et petits-enfants — que nous le faisons. Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas, quand ces enfants une fois devenus adultes — et quand ils se prendront en plein visage les conséquences terribles de nos modes actuels de production et de consommation — nous traiteront d'irresponsables, d'égoïstes voire de criminels. Tout le monde a entendu cette vérité que personne ne conteste, que nous consommons trois planètes alors que nous n'en n'avons qu'une. Mais peu de gens en tirent honnêtement les conclusions qui s'imposent. L'action de Bizi! visera à être cohérente avec ces données incontournables, à assurer le lien entre question sociale (la lutte contre les inégalités et l'exclusion sociale) et question écologique (respecter les limites de la planète et l'intérêt des générations à venir). Comme nous le disons dans notre nouvelle Charte, «*dans nos pays industrialisés, il ne s'agit pas de produire*

*plus pour combattre la pauvreté, mais de répartir plus et de produire autrement. Nous devons réduire et redistribuer le gâteau, mais également en changer la recette*».

**Enb.: En quoi les quatre axes de travail que vous avez choisis peuvent aider à réduire et redistribuer le gâteau, et à en changer la recette?**

**Bizi!:** Par exemple, dans l'axe «*Alternatives au tout voiture*», nous réalisons actuellement un énorme travail sur le terrain sur l'ensemble du BAB: nous allons à la rencontre des personnes se déplaçant en vélo, et leur faisons remplir un



«*Diagnostic Citoyen Vélo*» visant à identifier les points concrets limitant l'usage du vélo sur le BAB: points d'insécurité, de discontinuité des parcours cyclables, absences de parcs à vélo, de stationnement sécurisé, difficultés pour combiner vélo et bus ou train... Puis nous allons identifier les points noirs en question, pour tenter de formuler des propositions réalistes d'aménagement et de solution aux problèmes identifiés.

Nous en sommes déjà à près de 300 questionnaires remplis. Quand ce chantier considérable sera terminé (on espère vers juin), l'objectif sera de remettre notre diagnostic d'usagers, et nos propositions de citoyens au SMTC (Syndicat mixte des transports en commun) qui s'est engagé à les étudier et à mettre en œuvre les aménagements qui lui paraissent possibles. Ce travail doit permettre à terme un usage beaucoup plus massif, car plus aisé et plus sécurisé, du vélo au détriment de la voiture, avec en fin de course à la fois une amélioration du niveau de vie des plus démunis (moins de facture d'essence et de frais d'entretien de voiture) et une réduction de l'empreinte écologique du BAB (le transport routier représente 400.000 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre sur les 1,1 millions de tonnes annuellement produites sur le BAB, avec une fréquentation moyenne de 1,3 passagers par véhicule roulant!).

Dans la même perspective globale, à la fois sociale et écologique, nous revendiquons la gratuité des transports en commun, en particulier

des bus, et allons nous attacher à démontrer que c'est possible, sur la base d'expériences concrètes réussies par ailleurs. Il y a également la question du développement radical de l'offre de transports en commun réguliers en Pays Basque intérieur et sur le reste de la côte basque, et la bataille pour le développement des TER.

**Enb.: Et sur les question de travail, de consommation ou de finance responsable que vous avez également évoqués, que comptez-vous faire?**

**Bizi!:** Là également, des groupes de travail



sont à l'œuvre chacun avec des objectifs bien précis.

Par exemple, une campagne de boycott de trois banques aux investissements particulièrement destructeurs au niveau social et écologique est en cours de préparation. Il s'agit de faire se poser la question à chacun d'entre nous de ce à quoi sert son argent, les conséquences concrètes du choix de sa banque, avec la remise en cause des pratiques de la BNP-Paribas, du Crédit agricole-LCL et de la Société générale. Là encore des alternatives à court terme sont proposées (avec des banques moins polluantes ou plus transparentes, et des banques plus éthiques comme le Crédit coopératif, Coopabanque et la NEF) et des pistes de réflexion et d'alternatives à plus long terme, sur le crédit, la monnaie, la finance.

Le Groupe consommation responsable a lui pour mission de sensibiliser le citoyen pour réduire son empreinte écologique, en dénonçant la surconsommation, le gaspillage, le «*gre-enwashing*» ou «*garbiberde*» (productions soit-disant plus écologiques ou plus durables), en proposant à chaque fois des alternatives concrètes et à la portée du plus grand nombre, en éditant un guide de la consommation responsable en Iparralde etc. Le Groupe qui planche sur les questions de travail a aussi du pain sur la planche: il s'agit par exemple de participer à la mobilisation sur les

(Suite page 10)





## Militantisme autour de Jon Anza

La douloureuse affaire Jon Anza est venue se greffer un incident frôlant la tragédie. Neuf militants ont convergé le 16 avril au matin sur la terrasse de l'Arc de Triomphe. Franchissant la balustrade, ils sont descendus de quelques mètres en rappel, et accroché une large banderole: "PSOE-UMP: qu'avez-vous fait de Jon Anza? What have you done with Jon Anza?" Alertée, la police est intervenue, grâce à une nacelle aérienne. La manœuvre aurait provoqué la chute d'un des militants Xabier Tubal Abrisketa, retenu 20 mètres plus bas par une corde. Atteint de fractures aux chevilles et d'un traumatisme crânien, il a été hospitalisé au CH Georges Pompidou. Ses huit partenaires Eneko Monton, Maite Etxeberri, Txomin Catalogne, Ekhi Erramundegi, Urtzi Ugalde, Iñaki Izagirre, Iker Arroyo et Mikel Jon Baton ont été placés en garde à vue pour la journée. Ils seraient poursuivis pour violation de sépulture (du soldat inconnu) et violence contre une employée du monument. Samedi 17 avril à 17h, à l'appel des Comités et avec l'appui de dizaines d'élus, un impressionnant rassemblement de plusieurs milliers de personnes s'est tenu à Saint Jean de Luz pour réclamer la vérité sur le sort de Jon Anza.



Jon Anza au fronton de l'Arc de Triomphe de Paris

## L'assemblée de Bizi

☞ (Suite de la page 9)

retraites, en proposant des solutions basées sur le «répartir +» et pas sur le «produire +», et évidemment en aucun cas sur le «travailler +», plus longtemps ou plus vieux. Notre objectif plus global est de combattre idéologiquement le «travailler + pour gagner +» en prônant le «répartir +» et le «travailler moins et autrement».

**Enb.: Ne sont-ce pas là des batailles immenses, aux enjeux échappant à un mouvement local comme Bizi?**

**Bizi!:** Un jour, un éléphant fuyant devant un incendie ravageant la forêt demanda à un colibri qu'il voyait se diriger, le bec rempli d'eau, vers les flammes: «Tu ne crois tout de même pas qu'avec ta ridicule capacité d'ac-

tion, tu vas réussir à éteindre l'incendie?» Ce à quoi le colibri lui rétorqua: «Non, mais au moins j'aurai fait ma part». Nous faisons notre travail de colibri, localement et globalement, au sein de dynamiques ou de plateformes internationales. Et le travail de colibri peut finir par faire changer d'attitude les éléphants qui nous entourent.

Mais au-delà de «prendre notre part» à la dynamique globale, nous croyons qu'un Bizi nombreux, bien organisé et bien décidé peut également changer concrètement des choses localement, même quand les enjeux globaux s'avèrent hors de notre portée.

Par exemple, la loi a permis d'étendre le travail le dimanche. Bizi! ne se donnera pas comme objectif de contraindre le parlement à revenir sur cette loi, mais de limiter voire de stopper son application concrète sur le terrain, en Pays Basque Nord (et notre action pourra donner des idées à d'autres, avoir valeur d'exemple et effet d'entraînement, tout comme nous-mêmes nous nous inspirons d'expériences et de luttes menées ailleurs).

Nous pensons que l'action des consommateurs, des travailleurs, des citoyens peut regagner du terrain face à cette régression sociale, écologique et culturelle qu'est l'extension du travail le dimanche. C'est à nos yeux un enjeu majeur, porteur d'autres batailles fondamentales contre la marchandisation croissante de nos vies et de nos sociétés.

Il faut donc mener bataille sur ce terrain, celui

par exemple des grandes surfaces qui commencent à être de plus en plus nombreuses à ouvrir le dimanche matin, et arracher des victoires concrètes, palpables. Nous avons toute une réflexion stratégique dans cette direction-là, qui se déclinera rapidement par des actions et initiatives publiques.

**Enb.: Votre appel à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Bayonne s'inscrit dans ces perspectives-là?**

**Bizi!:** Oui, il s'agit pour nous de répondre aux pilonnages du MEDEF et à l'offensive Sarkosyste du «travailler + pour gagner +» en plaçant au centre du débat et des mobilisations la question du «répartir + et produire moins et autrement». Il est temps de casser l'engrenage infernal du produire plus, travailler plus, consommer plus, polluer plus qui amène la planète au bord du gouffre, sans réussir à rendre les gens plus heureux, plus satisfaits, plus épanouis. Nous ne devons pas perdre notre vie à la gagner. Nous voulons le respect des limites naturelles de la planète dans la justice et l'équité.

Comme l'affirme la nouvelle Charte de Bizi! adoptée au Congrès de Bera, «les combats que nous mènerons, les victoires que nous obtiendrons, les mesures que nous ferons prendre et les alternatives que nous construirons nous aideront à convaincre une large majorité qu'une transition soutenable est la promesse d'une vie meilleure et plus épanouissante, pour nous et pour les générations à venir».





# Batera, une nouvelle étape

## 2010-2014 : Processus pour la création d'une Collectivité territoriale Pays Basque

*Samedi dernier 17 avril s'est tenue à Espelette, une matinée durant, l'assemblée générale de Batera. Visiblement la centaine de présents a savouré le succès de la "votation" du 14 mars, parallèle aux régionales qui n'ont mobilisé que la moitié du corps électoral. La participation de 17,89% des inscrits sur les listes électorales est, pour une consultation citoyenne hors des bureaux de vote, un véritable exploit. Chacun, ainsi, a pu décrire les conditions du vote dans sa commune, le type de mobilisation, les réactions des élus et de la population. Malgré quelques difficultés ici où là, l'ambiance était à la satisfaction.*

*La suite des débats fut consacré au rôle, à la nécessité du maintien et du renforcement de Batera pour atteindre les quatre objectifs d'origine. Une majorité d'interventions privilégiait la reconnaissance institutionnelle d'Iparralde plus que la nature de son contenu. La nouvelle feuille de route proposée par l'équipe moteur (voir ci-après) fut votée à l'unanimité. La plateforme Batera, qui va au-delà des abertzale et touche toutes les sensibilités politiques de ce pays, part pour une nouvelle étape fédératrice.*

- Avec la réalisation de la consultation dans 124 communes la plateforme Batera a bouclé un cycle entamé en 1996 avec la première consultation des maires sur le département Pays Basque organisée par le Biltzar des communes.

- Aujourd'hui la plateforme Batera considère que suffisamment de conditions objectives sont réunies pour ouvrir une nouvelle étape vers la création d'une collectivité territoriale Pays Basque:

- Volonté maintes fois affichée de larges secteurs de la population et des élu(e)s (sondages, manifestations, demande de consultation et consultation) en faveur d'une reconnaissance institutionnelle;

- Document commun du Conseil des élus et Conseil de développement présenté en février 2009 à Mr. Balladur et préconisant entre autres la création d'une Collectivité territoriale spécifique;

- 15 ans d'expérimentation de gouvernance territoriale efficace;

- Implication exemplaire des élu(e)s comme de larges secteurs de la société civile dans cette expérimentation (célébrée en termes élogieux par le sous-préfet sur le départ);

- Limites avérées des structures existantes de cette gouvernance;

- Menaces de la nouvelle réforme des collectivités locales (suppression des Pays);

- Opportunité de cette réforme pour prendre en compte le Pays Basque et apporter une réponse à une question récurrente depuis plusieurs décennies;

- Mentionnons enfin un élément stratégique dans la position du gouvernement français concernant le Pays Basque: l'opportunité réelle d'une évolution significative au Pays Basque Sud vers la disparition des expressions violentes du conflit politique.

- L'exercice démocratique de la consultation citoyenne des 14 et 21 mars derniers, s'il a montré la prégnance et le caractère incontournable de la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord, représente aussi une sorte de «mandat» dont la plateforme Batera, mais aussi les élu(e)s de ce territoire, sont d'une certaine façon comptable.

- C'est dans cet esprit, et fort de la légitimité octroyée par les milliers de nos concitoyen(ne)s ayant participé à la consultation, que la plateforme Batera:

- propose à la société du Pays Basque et à ses élu(e)s

- et demande solennellement au Président de la République et au gouvernement français **l'ouverture dès aujourd'hui d'un processus politique vers la création d'une Collectivité territoriale Pays Basque en 2014.**

- Les grandes étapes de ce processus pourraient être les suivantes:

- 2010-2011:

- Engagement du gouvernement à l'ouverture d'un processus pour la création d'une collectivité territoriale dans le cadre de la réforme des Collectivités territoriales en cours.

- Période de débat entre acteurs politiques et sociaux du Pays Basque sur la définition de cette collectivité territoriale (à partir de la col-

**“Aujourd'hui la plateforme Batera considère que suffisamment de conditions objectives sont réunies pour ouvrir une nouvelle étape vers la création d'une Collectivité territoriale Pays Basque.”**

**“Demande solennellement au Président de la République et au gouvernement français l'ouverture dès aujourd'hui d'un processus politique vers la création d'une Collectivité territoriale Pays Basque en 2014.”**

lectivité territoriale de Corse par exemple).

- Inclusion d'un amendement dans la loi sur la réforme des Collectivités territoriales rendant possible la création d'une collectivité territoriale Pays Basque.

- Fin 2012: consultation de la population du Pays Basque sur la création de la collectivité territoriale Pays Basque.

- 2013: en fonction du résultat de la consultation (majorité favorable avec participation d'au moins 25% du corps électoral), compléments législatifs et réglementaires pour la création de la collectivité territoriale.

- 2014: élections des conseillers territoriaux de la nouvelle collectivité territoriale Pays Basque.

La Plateforme Batera va présenter cette proposition dans les plus brefs délais aux autorités françaises ainsi qu'aux élu(e)s et acteurs politiques du Pays Basque afin d'obtenir leur positionnement et leur soutien à ce processus. Elle va s'adresser notamment aux députés et sénateurs représentant(e)s le Pays Basque au parlement ainsi qu'aux maires dont plus de la moitié ont soutenu l'organisation de la consultation citoyenne et au Biltzar des communes. La Plateforme Batera va présenter cette proposition au Conseil des élus et au Conseil de développement et pense que dans la logique du rapport «*Comment imaginer le futur du Pays Basque?*» qui préconisait entre autres «*une organisation dotée de compétences propres (collectivité territoriale spécifique)*», ces structures pourraient jouer un rôle d'animation du débat sur la définition d'une Collectivité territoriale Pays Basque.

La Plateforme Batera demandera un positionnement et un soutien au Conseil général et au Conseil régional.

La Plateforme Batera s'engage dans les mois qui viennent à faire un travail de socialisation de ce processus au sein de la population du Pays Basque Nord afin qu'elle soit informée des enjeux et puissent participer au débat.



# Nahasmenduak



**Iduri du abiadura handiko filma begiratzen ari garela...**

● **Jakes Bortayrou**

**N**AHASMENDU garaiak bizi ditugu. Noraezean ibilki garelako marka? Transizio fase bat bizitzen ari garelako marka? Segur dena da abertzaleen sinesgarritasuna jokoan dela eta luze gabe ez bada ordena pixka bat emaiten ondorio kaltegarriak jasanen ditugula denek. Abertzaleen diskurtso eta helburu politikoetan nahaste-borraste ederra zabaltzen ari da. Azken urte hauetan autonomia aldarrikapena birziklatu eta indar handiz plazaratua izan zen jendartean eta he-dabideetan. Berrikitan eta bat batean, independentziaren inguruko diskurtsoak lekua hartu du. Izan ere, Independentistak sare-ak Aberri Eguneke mezua eta aldarrikapenetik haraindian, independentzia eskueran izan litekeen aukera bezala aurkeztu du.

Nahasmendua bi mailatan bada: maila ideologikoan eta maila politiko-estrategikoan. Maila ideologikoan posible ote da autonomia eta independentzia nahastea, biak elkartrukatzea, sinonimoak balira bezala? Posible da, sinesgarritasun politikoa arriskuan ezarri gabe, independentzia autonomia zabal bat dela erraitea? Posible da egun batez autonomia aldarrikatzea, horren beharra eta aukera azaldu eta biharamunean, argumentazio berdina erabiltzea independentziari buruz? Mugimendu abertzalean kontzeptuen dantza

hain arina bada, zer ulertuko dute herri-tarrek? Iduri du abiadura handiko filma begiratzen ari garela eta etapak bat bestearen gibeletik erretzen ari direla. Nun geldituko gara? Egia da historian azelerazio faseak izan daitezkeela. Mobilizazioaren beroan kontradikzioak gordintzen dira, jendearen kontzientzia hartzea azkartzen da eta eboluzioen ordeaz hausturak gertatzen dira. Prozesu iraultzaileak aipatu gabe ere, holako salto kualitatiboak gertatzen dira hainbat borrokatan eta militanteak eboluzio kualitatiboek adi egon behar zaizkie beti, momentu bakoitzean eskakizunak eta aldarrikapen politikoak egoerari egokitzeko. Bainan holako fase bat bizitzen ote dugu? Independentzia abertzaletasunaren helburu nagusia da, bere proiektu politikoaren muina. Beraz lotsarik gabe leku eta momentu konkretu batzuetan, Aberri Eguna kasu, opzio politiko horren aldeko diskurtsoa garatu behar da. Bainan independentzia aukera erreala eta hurbila ote da Euskal Herriarentzat? Maleruskiz ezetz. Herritarren gehiengoak ez da horren alde ez eta Hegoaldean ere. Beraz izan gaitezen umilago. Herriaren gehiengo kontzientzitu nahi badugu, eta argi da ez dagoela beste biderik, opzio hori desiragarria bihurtu beharko dugu. Horretarako ez da dudarik burujabetzaren aldeko indarrak antolatuz joran behar direla eta estra-

tegiak gogoetatu behar dutela.

Bainan helburu taktikoen beharra ere badugu, ongi kalibratuak, gaurko egoeratik gure helburu politikoetara buruz bide batzuk marrazteko, baldintza hobetoak sortzeko, herri kontzientzia laguntzeko eta indar metaketa zabalak lortzeko. Eta nola ez, Euskal Herriko lurralde desberdinetan egokituak. Nahasmendu ideologikoa maila politikoan ere islatzen da. Helburu estrategikoak eta taktikoak ez dira gehiago bereizten eta lehen aipaturiko historiako "big bang" bezalakoak diren momentu oso berezietatik aparte, akats politikoa da. Iparraldean, departamenduarekin lehiazteko bultzatu zen autonomia aldarrikapena zertan gelditzen da independentziarekiko: etapa bat, hautu alternatibo bat? Kontzeptuak nahasiz, ez dakigu gehiago zein fasetan garen, zein helburu hurbila lortzen ahal dugun, zein helburu lortzera goazen. On-dorioz norekin lan egin behar den, zein aliantza mota sortu behar den, zein egitura beharrezkoa den ezin da argitu ere.

Transizio faseetan errex ez bada ere, argi izaiten inportantea da. Abertzaleek, Euskal Herri osoan, nahiz Iparraldean gure artean argi izan behar dugu, jendarteari mezu eta proposamen politiko argi eta konbentzigarriak luzatzeko. Ez da gaurko egunean dugun erronka tipiena.

## Sur votre agenda

### Apirila:

● **Samedi 24, à partir de 10h30, BAIONA** (place Lacarre). 13<sup>ème</sup> anniversaire, présentation du nouveau livret, groupes de Pampelune, Vitoria, Bilbao et St Sébastien invités.

● **Dimanche 25, BAIGORRI.** Nafarroaren Eguna.

### Maiatza:

● **Samedi 7, 21h, HELETA** (Itsasoa, La Mer). Théâtre en basque: Pepino Ustelak. Entrée 4 à 6 €.

## preso

● **Le mal fait à Egunkaria.** En prononçant la relaxe des six dirigeants d'*Egunkaria* et, de fait, l'illégalité de la fermeture de ce journal, les juges de l'Audiencia nacional, le 12 avril 2010, ont fait paradoxalement éclater un immense scandale. Comment, un 20 février 2003, le seul juge Juan Del Olmo a-t-il pu détruire un journal, ses journalistes, ses employés, comment un garant de la justice a-t-il pu porter un coup fatal à la liberté de la presse? Rappelons les dégâts irréparables causés par cette décision unique. Dix journalistes arrêtés, certains torturés, quatre incarcérés pour des mois. Mise au chômage de cent trente salariés, embargo des locaux et du matériel. Poursuites judiciaires à caractère terroriste, puisque le malheureux quotidien, né de collectes populaires, aurait été financé par ETA! Si nous avons stigmatisé le manque de réaction des grands médias, *Le Monde* du 20 avril consacre un article de haute tenue à cette affaire que nous reproduirons la semaine prochaine.

● **Série d'arrestations.** Une rafle au Sud a conduit à l'arrestation de dix personnes. Parmi elles, trois avocats: la vétérinaire Arantxa Zulueta, Iker Sarregi, Jon Enparanza. Ce dernier, naguère poursuivi en France, participe au Collectif des avocats de la famille de Jon Anza. Tous sont accusés de liens avec ETA. Ils ont été placés en garde à vue sous le régime du secret. Le collège des avocats de Biskaye a tenu une conférence de presse solennelle pour dénoncer ces interpellations. Y faisant suite, selon le ministre espagnol de l'Intérieur, un citoyen français a été arrêté le 16 au matin à Hendaye. David Pla a été placé en garde à vue, après perquisition de son domicile.

● **Son étoile pâlit.** Les ennus s'accumulent pour le juge madrilène Garzón. Le tribunal suprême lui a signifié le 15 avril son inculpation pour "corruption". En classant indûment un dossier financier impliquant le Banco de Santander, il aurait bénéficié de cet organisme d'un séjour comme enseignant à New-York en 2005-2006.

## Sommaire

### ● CAHIER N°1 ENBATA

L'assemblée de Bizi! ..... 4, 9 et 10  
Batera, une nouvelle étape ..... 11

● **CAHIER N°2 «ALDA!»** ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Fax: 05 59 46 11 09

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr